LEMA

EUSKAL INDARRA, ZU ZIRA !

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°207 Zkia - Janvier 2016ko Urtarrila

HILABETEKARIA
MENSUEL : 2 €



Un nouveau Statut ?

Estatutu berri bat ?

Donostia, capitale culturelle
p. 2

Kurdistan
p. 6-7

Agence locale de l'énergie
p. 15

Catalogne
p. 16-17

www.eaj-pnb.eus

Jeltzaleak / Les Démocrates Basques

eaj pnb

Donostia 2016, la culture de la paix

Donostia-San Sebastian, la capitale du Gipuzkoa partage le titre de capitale européenne de la culture, avec la ville polonaise de Wroclav. Voici le sens, la genèse et l'esprit d'un événement européen majeur, de l'autre côté de la Bidassoa.

Une initiative européenne

Depuis 1985, l'Union Européenne sélectionne les villes devenant « capitale européenne de la culture », durant une année. Donostia entre dans ce club fermé des cités lauréates. En France, les villes de Paris (1989), Avignon (2000), Lille (2004) et Marseille (2013) ont eu cet honneur. Idem côté espagnol, pour Madrid (1992), St Jacques de Compostelle (2000) et Salamanque (2002).

Quel est le but recherché ? Dans sa page officielle, la Commission Européenne précise : *« ce titre de capitale européenne de la culture permet de mettre en valeur la richesse et la diversité des cultures européennes, d'accroître le sentiment d'appartenance des citoyens européens à un univers culturel commun et d'apporter une contribution culturelle au développement des villes ».*

Cette expérience de 30 ans a favorisé d'autres opportunités : *« aider à régénérer, à accroître la dimension internationale des villes concernées, revaloriser leur image auprès de leurs propres habitants, donner un nouveau souffle à l'activité culturelle et booster le tourisme ».* Autant de perspectives attractives pour Donostia-Saint Sébastien.

Culture de tolérance et d'ouverture

A tout seigneur, tout honneur. Odon Elorza, le maire socialiste et son équipe municipale, furent à l'origine de cette initiative, en 2008. Le premier édile de Donostia souhaitait combattre l'image de sa cité, trop associée à la violence. Le projet « culture pour le vivre-ensemble » fut à l'origine de cette aventure positive. En 2011, changement de majorité avec l'arrivée de Juan Karlos Izagirre, le maire, issu d'EH Bildu. Ce changement coïncida quasiment jour pour jour, avec le choix définitif de la candidature de la ville. Entre autres problèmes de gestion, la nouvelle équipe municipale hérita d'un projet qu'elle eut du mal à concrétiser. Cela conduisit à des démissions et à la nomination d'un nouveau directeur de projet.
En Mars 2015, Eneko Goia devient le nouveau maire jeltzale de la cité et depuis lors, fait face à ce défi immédiat et majeur, avec son équipe municipale et entre autres, Miren Azkarate, l'expérimentée conseillère en charge de la culture, ministre reconnue dans l'équipe du Lehendakari Ibarretxe.



Présentation de Donostia 2016, à Biarritz. Eneko Goia (au centre) avec Jean René Etchegaray (à droite) et Michel Veunac (à gauche)

Eneko Goia est le premier maire, membre d'un mouvement d'une nation sans Etat, à représenter une capitale culturelle européenne.

Loin des clichés sur le repli identitaire voire l'égoïsme supposé de ces mouvements, Eneko Goia affirme sans ambages : *« c'est l'année d'un rêve. Un rêve qui inspire toute la ville. Une ville tournée vers l'Europe et qui espère être regardée et visitée par des milliers de personnes à travers le monde … La culture inondera Saint Sébastien et Saint Sébastien diffusera la culture sur l'ensemble du continent »*. La modernité est vue sous l'angle de la tradition mêlée à l'innovation. Eneko Goia affirme que : *« la Culture, c'est l'histoire, l'art, la créativité, le respect et le dialogue ».*

La paix, la vie, les voix

En ces temps de construction de la paix, en Pays Basque, Donostia 2016 est plus légitime que jamais à défendre l'esprit de concorde, de tolérance, en ces temps troubles de tensions et de rejet.

3 idées phares ont guidé la programmation culturelle de Donostia 2016 : la paix, la vie et les voix.

La paix d'un monde imparfait, imparfait parce qu'humain. La paix devient un voyage sans fin, pour que les conflits deviennent des opportunités de changement. Des pièces de théâtre ou des spectacles de danse interpelleront le public pour réfléchir à une société plus juste, respectueuse et solidaire.

La vie, celle de l'environnement qui nous entoure, qui nous construit et que nous construisons. Des projets nous montreront l'individu, en tant qu'être humain, membre d'une société et habitant de la planète.

Les voix, celles de la diversité nécessaire pour comprendre la réalité de ce monde. Chacun le voit à travers son bagage, son parcours de vie. Le contact à l'autre est nécessaire pour mieux comprendre notre monde. La communication entre les êtres, celle de la musique ou la littérature sera mise en valeur.

La nuit du 19 Janvier a marqué le lancement d'une dense programmation culturelle avec une tamborrada géante, associant la ville polonaise de Wroclav, aux festivités Donostiars.

Beñat Oteiza

Lire le programme de Donostia 2016 sur : www.dss2016.eu



La VII[e] Assemblée Générale Jeltzale

Les 13 et 14 Février 2016, EAJ-PNB tient sa VIIe Assemblée Générale, à Irunea-Pampelune. L'occasion de replacer cet événement dans la trajectoire historique d'EAJ-PNB.

C'était le 31 juillet 1895 -fête de saint Ignace de Loiola- quand Sabino Arana y Goiri fonda Eusko Alderdi Jeltzalea - Le Parti Nationaliste Basque. Il adopta le néologisme « Euzkadi » pour désigner la nation basque. Dès lors, il défend la souveraineté du peuple et met en place une organisation de libération nationale et sociale du peuple basque. Il ne faut pas oublier qu'avec son frère, il créa l'Ikurriña qui fut hissé, pour la première fois, à Bilbao, le 14 juillet 1894. Aujourd'hui, l'Ikurriña est le drapeau officiel de la Communauté autonome du Pays Basque. Il créa également l'acronyme JEL « Jaungoikoa Eta Lagi-zaharra », ce qui signifie en français, Dieu et les Lois anciennes ou coutumières.

Entre ombre et lumière

C'est le dimanche de Pâques 1932, qu'a eu lieu le premier Aberri Eguna, à Bilbao. Il a été choisi comme symbole de la résurrection. Aujourd'hui, nous continuons de célébrer l'Aberri Eguna, le dimanche de Pâques. Des années difficiles se sont succédé. Le Parti est interdit pendant les dictatures de Primo de Rivera (1923-1930) et de Franco (1939-1975). Lors du soulèvement franquiste, le Parti avait choisi de soutenir la République. En conséquence, les provinces de la Biscaye(Bizkaia) et Guipuscoa (Gipuzkoa) furent déclarées provinces traitres.

Jose Antonio Aguirre, le Lehendakari référent

En 1936, le Jeltzale José Antonio Aguirre Lecube fut élu premier Lehendakari d'Euzkadi et prêta serment sous l'Arbre de Gernika, le 7 octobre. Avocat de formation et maire de Getxo, il obtint le Statut d'Autonomie après un courageux travail d'action politique. En 1937, les troupes franquistes prennent Bilbao et Aguirre transfère son gouvernement à Trucíos (Santander). Après la chute, il organise le Gouvernement basque en exil. Plus tard, il parvient à mobiliser de nouveau les « gudaris » (combattants basques) qui se battent contre le nazisme avec les Résistants français, à la Pointe de Grave, en Gironde. José Antonio Aguirre échappe au nazisme et travaille en faveur d'une Europe unie. Il constitue aujourd'hui une référence politique importante.

Iruña, la capitale du renouveau

A la fin du franquisme, après des années de clandestinité et d'exil, le Parti réapparait à l'Assemblée Générale de Pampelune, en mars 1977. Cette Assemblée fut capitale, permettant ainsi au Parti d'afficher son ambition en faveur de la démocratie et de se déclarer désormais aconfessionnel, non lié à une religion. Trente- neuf ans plus tard, Iruña-Pampelune est choisie pour héberger la VIIème Assemblée Générale du Parti qui a lieu les 13 et 14 février 2016. Comme en 1977, nous avons besoin de nous projeter dans l'avenir, avec courage, lucidité et audace, pour définir et identifier les défis et les opportunités. C'est pour cela que nous appelons de nouveau à l'unité et à la force –Batasuna eta Indarra- qui nous rappelle le moment de la première transition.

Txaro Goikolea Mintegia



Rencontre entre Jean Jacques Lasserre, président du département des Pyrénées Atlantiques, Iñigo Urkullu, le Lehendakari et Mme Elorza, secrétaire générale à l'Action Extérieure, pour plancher sur des projets « transfrontaliers ». M. Lasserre songe-t-il à déléguer cette compétence à la future intercommunalité du Pays basque ?

Topaketa Jean Jacques Lasserre, Pirineo Atlantikako departamenduaren presidente, Iñigo Urkullu, lehendakaria eta Kanpo Harremanetarako idazkari nagusia, Elorza anderearen artean mugazgaindiko harremanak lantzeko. Lasserre jaunak datorren Herri Elkargoari eskumen horren helaraztea gogoetatzen ote du ?



Txantxangorria, euskara erabiltzeko gonbidapena

HAKOBAko kide diren Eusko Jaurlaritzak, Arabako Foru Aldundiak, Bizkaiko Foru Aldundiak, Gipuzkoako Foru Aldundiak, Bilboko Udalak, Donostiako Udalak, Gasteizko Udalak eta EUDEL-ek euskararen txantxangorria aurkeztu dute Urtarrilaren 15an, Donostiako San Telmo museoan.

Txantxangorria irudi maitagarria

Urtarrilaren 15an Donostian aurkeztu den ekimena ez da Eusko Jaurlaritzaren ekimena soilik. Ezta guxiago ere. HAKOBAk bideratutako ekimena da. Eusko Jaurlaritzak, Araba, Bizkaia eta Gipuzkoako Foru Aldundiek, Bilbo, Donostia eta Gasteizko Udalek, eta EUDELek bat eginda sustatutako ekimena da txantxangorriarena, hain zuzen ere. Hori bai, nahiz eta erakunde hauek ekimena bultzatu duten, txantxangorria gizarte guztiarena da. Gu guztiona, alegia.

Txantxangorriaren irudi atsegin eta maitagarri honen bitartez herritarrei gonbidapen bat egin nahi zaie : euskara erabiltzeko gonbidapena. Herritar guztientzako gonbidapena : euskaraz ondo dakitenentzat, euskaraz neurri batean edo bestean dakitenentzat, eta euskaraz ulertu bakarrik egiten dutenentzat. Denen ekarpena baita baliagarria.

Euskaraz dakitenek, euskaraz lasai eginez, euskarari bizia ematen diote. Zertxobait dakitenek, beren neurrian euskara erabiliz, euskaraz egiteko aukerak eta egoerak biderkatzen dituzte. Eta ulertzera mugatzen direnek ere, beren inguruko lagunak, etxekoak, lankideak… euskaraz egitera animatuz, berebiziko ekarpena egiten diote euskarari. Eta elkartasun txalogarria erakusten dute, euskaraz ez jakinda ere euskararen erabilerari atea zabaltzen dioten herritarrek.

Erakunde eta gizartearen ekimena

Herri erakundeetako bulegoetan, era guztietako eraikin publikoetan, garraio zerbitzuetan, osasun zerbitzuetan, ikastetxeetan, enpresetan, finantza entitateetan, merkatal guneetan, hedabideetan, kirol instalazioetan, unibertsitateetan… ikusgai egotea da helburua. Baita norberak bere arropan itsatsia eramatea ere.

Hezkuntza, Hizkuntza Politika eta Kulturako sailburu Cristina Uriartek honakoa adierazi du aurkezpenean : *“ batetik, zin-zinez eskertu nahi dizuet elkarlanerako jarrera eta borondatea Arabako, Bizkaiko eta Gipuzkoako foru aldundiei, Bilboko, Donostiako eta Gasteizko udalei eta EUDEL-Euskadiko Udalen Elkarteari. Euskara sustatzeko eginkizunean adostasunez eta batasunez jokatzea baita aurrera egiteko modurik eragingarriena. Jarrera eredugarria erakutsi duzue denek. Bestetik, benetan eskertu nahi dizuet, nola ez, ekimen honekin bat egin nahi izan duzuen gizarte-eragile guztioi ”.*



Reyes Prados, Andaluziatik etorri euskalduntzen ari den ETBko aurkezlea, txantxangorria erakusten

Bestalde, Hizkuntza Politikarako sailburuorde Patxi Baztarrikak honakoa adierazi nahi izan du: *“ irudi berria aurkeztera etorri gara gaur. Euskararekin, euskararen erabilerarekin, euskararen aldeko jarrerarekin lotuko gaituen irudi berri eta freskoa. Txantxangorria beti izan dugu maite. Betidanik izan da gure paisaiaren parte, bere irudi arin, atsegin, jostari eta airosarekin. Maitea dugu, kuttuna, baina txikia eta hauskorra da. Erakargarri gertatzen zaigu, geure sentitzen dugu, ahula dirudi baina bizia da. Euskara bezala ”.*

“ Gonbidapena da irudi hau: borondateaz ari gara. Herritarren borondatean sinesten dugu. Herritarren gogoaren indarrean sinesten dugu. Ez dugu inor behartu nahi. Ez dugu nahi inor inoren gainetik egotea. Alderantziz, denok eroso egongo garen gizartea osatu nahi dugu ”, bukatu du Baztarrikak.

Erabilera da euskara indartzeko

Donostiako Udalaren izenean, Miren Azkaratek, Kultura, Euskara eta Hezkuntzako zinegotzi ordezkariak, hitz egin du: *“ Europako ahotsen itsasargian indartsu entzungo da gaur hemen bildu den txantxangorri aldraren txioa eta kantua ”*.

Mikel Pagolak (Urnietako alkatea), EUDEL-en izenean hitz egin du: *“ Udaletatik gonbidapena egin nahi diegu herritar guztiei euskara erabil dezaten: nork bere mailan; naturaltasunez eta konplexurik gabe; edozein esparru eta egoeratan ”*. Igone Martinez de Luna, Euskara, Kultura eta Kirol saileko foru diputatua Arabako Foru Aldundian: *“Euskararen arloan, Arabako gaurko erronkak dira euskara maila guztietan sustatzea eta haren erabilera areagotzea”*.

Azkenik, Bizkaiko Foru Aldundiaren izenean, Lorea Bilbaok (Euskara eta Kultura saileko foru diputatuak) hitz egin du : *“ Erabileran jokatzen dugu euskararen partida. Erabiltzea da euskara indartzeko errezetarik eraginkorrena. Bizkaiko Foru Aldundiaren zerbitzuetan eta Bizkaian zehar ahaleginak eta bi egingo ditugu txantxangorria bideratzen: hasi gara. Eta ahaleginak eta bi euskararen hegaldia hauspotzen ”*.

www.irekia.euskadi.eus

Le « vivre ensemble » vu par Jonan Fernandez

Le secrétaire de Paz y Convivencia structure créée au sein du gouvernement basque, se bat depuis des années sur le terrain tortueux de la paix et de la réconciliation.

Nommé responsable de l'entité Paz y Convivencia (Paix et Vivre ensemble) par le lehendakari Urkullu en janvier 2013, Jonan Fernandez (Tolosa, 1962) n'avait rien d'un inconnu ! Son parcours n'avait rien de banal non plus puisque l'homme avait fait ses premiers pas en politique au sein de Herri Batasuna, comme conseiller municipal de Tolosa (1987 à 1991).

Jonan Fernandez a dernièrement été amené à commenter la décision de justice tombée (à la surprise générale) le 13 janvier à l'Audiencia Nacional de Madrid. Y comparaissaient 35 membres de la gauche abertzale, ex-militants des partis interdits Batasuna, ANV et EHAK, accusés de « collaboration avec ETA » pour des faits survenus en 2006. Militants sous le coup de peines pouvant aller jusqu'à 10 ans, mais rentrés libres chez eux au terme d'un accord inédit.

Ils ont en effet reconnu avoir *« collaboré avec ETA »* au terme d'un accord signé avec le parquet général (l'Etat espagnol) et les parties civiles, Asociacion de victimas del terrorrismo et Justicia y Dignidad.
C'est ainsi que la gauche abertzale signait la fin d'une posture historique à laquelle elle s'était tenue jusque-là envers et contre tout.

Une vision critique du passé

« Une bonne nouvelle » pour le secrétaire de Paz y Convivencia, néanmoins source de *« malaise »* ajoutait-il, au souvenir de toutes les vies humaines perdues, des souffrances et des affrontements endurés pendant tant d'années perdues.

Mais une *« bonne nouvelle »* aussi *« car elle va dans le sens des propositions du gouvernement basque en matière pénale et pénitentiaire »*, domaine où il veut s'impliquer. Quelques jours auparavant



Jonan Fernandez (à gauche) aux côtés d'Eneko Goia (à droite), le maire de Donostia-San Sebastian

Jonan Fernandez (Deia, 3 janvier) avait insisté sur le fait qu'ETA devait faire des avancées rapides et unilatérales afin que 2016 soit décisive dans le processus de paix, que le gouvernement espagnol s'y implique enfin et que *« le désarmement ne soit plus un obstacle »*.

Devenu l'un des hommes de confiance du lehendakari sur le terrain glissant de la paix, Jonan Fernandez rappelle volontiers qu'au final son travail consiste à susciter des consensus entre les partis, les institutions et les acteurs sociaux dans la recherche d'une paix durable, au travers d'une vision critique du passé supposant la reconnaissance des droits de l'Homme et celle de toutes les victimes en tant que telles.

Une vision éthique

L'homme a derrière lui un long parcours qui l'avait d'abord amené à la coordination de la plateforme écologiste « Lurraldea » (1985-1992) opposée au projet de 2x2voies Pampelune-Irurzun-Andoain dont le trajet initial retenu par les institutions empruntait la vallée de Leizaran.

Projet qu'ETA combattit armes au point, jusqu'à imposer la modification du tracé initial. Jonan Fernandez fut ensuite amené à diriger Elkarri (1992-2006), plateforme citoyenne destinée à promouvoir le principe du dialogue nécessaire dans une société basque horriblement fracturée. Après sa dissolution, il créa Batetik dédiée à la formation au travail de réconciliation (2006-2012), aconfessionnelle bien que située dans le giron du monastère d'Arantzazu.

On lui doit plusieurs ouvrages dont « Vivir y convivir » (Vivre et Vivre ensemble », 2008) où il rappelait que *« dans tout conflit le respect de la dignité et de la vie humaine est la valeur suprême »*.

Eglise. La nomination de l'évêque de Gasteiz (remplacement de Mgr Asurmendi) a été accueillie avec surprise et de façon mitigée par l'Eglise basque. Le promu est Juan Carlos Elizalde Espinal, né dans la vallée d'Erro, prieur du monastère de Roncevaux. Proche des jeunes, bon prédicateur, éloigné du monde politique nationaliste, il ne figurait pas parmi les pressentis…

Industrie. Le secteur devrait impulser l'économie d'Euskadi en 2016, avec des exportations hors Europe en progrès (surtout en Gipuzkoa), grâce à des sociétés comme CAF ou Gamesa, d'autant que la stabilité politique basque favorise les investissements. Le lehendakari en visite chez Westrock Zamudio (cartonnages, 110 salariés), a précisé qu'en 2016 Lakua versera 148 millions d'aides à la recherche et au développement en Euskadi.

Guggenheim. Le musée a failli battre son record d'affluence en 2015. 1 103 211 visites soit un peu moins qu'en 1998, première année de fonctionnement. Trois expositions (Jean-Michel Basquiat, Jeff Koons et Niki de Saint Phalle) lui ont assuré un succès qui devrait perdurer en cette année Donostia 2016.

Béatification. Le processus lancé en faveur de l'abbé José Maria Arizmendiarrieta (Markina 1915-Mondragon 1976) qui impulsa la création du groupe coopératif Mondragon (MCC) va bon train. Etape indispensable, le Pape a signé un décret faisant de lui un « vénérable » dont la pastorale a conservé son actualité.



Massoud Sharifi Dryaz : « les Kurdes suivent leur agenda »

Massoud Sharifi Dryaz est un Kurde « iranien », docteur en sociologie et chercheur à l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sociales Sociales), à Paris. L'occasion de mieux comprendre de l'intérieur ce qu'est le Kurdistan. Les Kurdes font aujourd'hui l'actualité autant en Irak et en Syrie, contre Daesh qu'en Turquie, avec un regain de tension inquiétant. Le mois prochain, il nous éclairera sur les événements actuels.

Quelles sont les spécificités de l'identité kurde ?

Le Kurdistan est caractérisé par la diversité culturelle et une société hétérogène. Certes, l'identité kurde est multiple, mais elle n'est pas indéfiniment fragmentée.

On peut dissocier deux aspects de l'identité kurde : la dimension ethnique et la dimension subjective.

Le premier consiste à parler d'une nation au sens culturel du terme. Cette face se construit sur plusieurs facteurs. Le premier est de croire que les Kurdes partagent une ascendance, une langue et une culture commune. Pourtant, plus que le contenu racial c'est l'identification au territoire du Kurdistan qui apparaît déterminante dans la définition de la kurdicité. Dans l'imaginaire kurde, le Kurdistan est représenté en tant qu'entité géographique identifiable et historiquement reconnue par les autres peuples du Moyen-Orient. Le troisième facteur qui définit l'identité ethnique kurde est sa place dans l'histoire. On se réfère à l'ancienneté du peuple kurde et au fait que les Kurdes ont une place centrale dans le passé, le présent et l'avenir de la Mésopotamie.

La dimension subjective de l'identité kurde fait référence aux Kurdes comme un peuple à la fois dominé et résistant. Le statut dominé et victimisé des Kurdes va au-delà des limites temporelles et spatiales et devient même un élément fondamental de ce que signifie « être kurde ». La mise en avant de l'identité victimaire en appelle à la solidarité et à la résistance. Ainsi, la kurdicité sort du domaine des attributs naturels et prend une dimension axiologique et normative. Agir contre l'injustice constitue l'ingrédient principal de la représentation des Kurdes lorsqu'on évoque leur passé.

Pourquoi le Kurdistan a-t-il été longtemps le grand oublié du Moyen-Orient ?

En réalité, le Kurdistan n'a pas été oublié, mais surveillé, contrôlé et marginalisé.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le conflit d'intérêts entre les forces alliées d'un côté et la nature segmentée du nationalisme kurde de l'autre côté, ont progressivement affaibli l'intérêt de la communauté internationale pour la création d'un État indépendant kurde.



Des peshmergas, les combattants kurdes en première ligne contre Daesh

La division du Kurdistan entre l'Iran, la Turquie, l'Irak et la Syrie a été le début d'une nouvelle époque marquée par l'ambition de ces nouveaux États pour « moderniser la société », centraliser le pouvoir étatique, et homogénéiser la culture. Les révoltes menées par les Kurdes, poussèrent d'autant plus les pouvoirs centraux à se méfier des Kurdes et à les considérer comme des menaces potentielles pour l'intégrité territoriale et le projet de la construction des nouvelles nations.

Dans ce nouvel ordre mondial basé sur la légitimité incontestable des États sur la scène internationale, les États se sont servis de l'indéfectibilité de leur légitimité politique pour bâtir des coopérations internationales en vue de marginaliser les acteurs pro-kurdes et de réduire le conflit kurde à une question purement sécuritaire.

Quel est le niveau d'autonomie kurde, en Iran, en Irak et en Syrie ? Est-ce une situation récente ? Pourquoi la Turquie est-elle inflexible sur la reconnaissance territoriale du Kurdistan ?

La question kurde a évolué de manière différente dans les différents pays du Moyen-Orient.

Depuis la guerre du Golfe de 1991, une autonomie de facto est instaurée au Kurdistan irakien. Après les élections de 2005, on trouve la formation d'un « quasi-État kurde » au nord de l'Irak. Cette partie du Kurdistan bénéficie aujourd'hui d'une large autonomie politique, administrative, culturelle et économique. Pourtant, ce statut fédéral des Kurdes d'Irak reste fragile et vulnérable dans une région déjà en proie à de nombreux troubles. La dépendance économique et politique et les clivages politiques internes empêchent les Kurdes d'Irak de se projeter vers la formation étatique.

L'espace politique kurde en Iran demeure limité par le manque de mobilisation, mais aussi par la forte capacité de répression de l'État iranien.

En Syrie, depuis 2012, après le départ des forces de sécurité du régime syrien, le parti kurde de PYD a établi et affirmé sa présence politique et militaire dans des zones majoritairement peuplées par des Kurdes. En novembre 2013, la création de trois cantons autonomes à « Rojava » fut officiellement déclarée.

Depuis, chaque canton dispose de sa propre structure administrative, sa propre assemblée, ses représentants au sein d'un organe exécutif régional et de différentes commissions chargées des affaires sociales, économiques, culturelles et sécuritaires.

Comme au Kurdistan d'Irak, la situation au Kurdistan syrien reste largement tributaire de l'évolution des rapports de forces dans la région.

En Turquie, le pouvoir central continue toujours à formuler l'identité politique du pays en termes de turcité excluant ainsi toute autre forme d'expression identitaire. Le mot « Kurde » demeure un tabou. Pourtant, le mouvement kurde en Turquie a réussi à créer un espace politique dans lequel les associations et les municipalités fonctionnent comme centres de contre-pouvoir. Sans surprise, cette nouvelle stratégie a entraîné une répression policière et judiciaire démesurée de l'État turc qui se sent menacé par la création des structures parallèles, mais aussi par la formation d'une nouvelle alliance entre les Kurdes et les forces antisystèmes en Turquie.

Selon des « spécialistes », les forces kurdes seraient divisées en deux camps : celui plus institutionnel mené par Massoud Barzani, président du gouvernement kurde, en Irak, en bon terme avec la Turquie et celui plus radical du PKK turque et son homologue syrien du PYD, en bon terme avec l'Iran. Est-ce un schéma général pertinent ?

Il est vrai que pendant longtemps, les acteurs kurdes de différents pays sont entrés dans les jeux d'alliances avec les États voisins d'un côté pour garantir leur survie et de l'autre côté pour transformer les rapports de force au sein de leur propre région. Les États à leur tour ont tenté de tirer profit de ces alliances pour gérer et contrôler le mouvement kurde à l'intérieur de leur propre territoire.

Pourtant, les événements de ces dernières années ont montré que les acteurs kurdes sont en train d'entrer dans une nouvelle période où ils s'efforcent de suivre leur propre agenda d'action.

Je pense qu'on pourrait parler de la division de l'espace kurde plus en termes de projet sociopolitique qu'en termes des alliances régionales. Autrement dit, aujourd'hui, la vie politique kurde est en pleine évolution dans son imaginaire sur l'État.
Il y a un courant politique, essentiellement inspiré par l'idée du droit à l'autodétermination, qui défend l'identité kurde et son droit pour accéder au statut d'État indépendant. L'autre courant politique nourrit l'idée selon laquelle les revendications des Kurdes ne peuvent plus se résumer à la création d'un État indépendant. Au lieu de chercher à créer un nouvel État, la proposition consiste à réorganiser la structure du pouvoir et à explorer une nouvelle forme d'autogestion nourrie et contrôlée par le pouvoir du peuple. Cette division ne correspond pas forcément aux frontières étatiques. Dans le sens où les partisans de deux approches se trouvent aussi bien en Turquie qu'en Irak, en Syrie et en Iran. ....

Kurdistan, « le pays des Kurdes »

- Population

(estimations – pas de recensement existant)
- 15 millions d'habitants dans la partie turque
- 6 à 7 millions d'habitants dans la partie iranienne
- 5 millions habitants dans la partie irakienne
- 2 millions d'habitants dans la partie syrienne

- Superficie

- 503 000 km2 (taille équivalente à l'Espagne)

- Kurdistan du nord (turc) : 210 000 km2 - 41.75% du Kurdistan et 26.90% de l'Etat turc

- Kurdistan oriental (Iran) : 195 000 km2 – 38.77% du Kurdistan et 11.83% de l'Etat iranien

- Kurdistan du Sud (Irak) : 83 000 km2 – 16.5% du Kurdistan et 18.86% de l'Etat irakien

- Kurdistan occidental (Syrie) : 15 000 km2 – 2.98% du Kurdistan et 8.10% de l'Etat Syrien

- Capitales

Amed (Turquie), Erbil (Irak), Sanandaj (Iran) et Kamechliyé (Syrie)

- Langue kurde

- Langue indo-européenne du groupe irano-aryen, du même groupe que le persan ou l'afgan. Le kurde n'est apparenté ni à l'arabe, ni au turc. Plus de 25 millions de locuteurs
- Pas de processus d'unification. Littérature kurde, dès le XVIIe siècle
- 3 groupes dialectales : le Kurmandjî (60% des Kurdes), le soranî (30% des Kurdes) et le zazaki (uniquement au nord de la Turquie)

- religions

musulmans sunnites (majoritaire), chrétiens, yézidisme zoroastre. Terre de tolérance religieuse

- nationalisme kurde

- Un sentiment d'appartenance très ancien. Ce territoire a été intégré à l'empire ottoman
- Suite à la 1ère guerre mondiale, dislocation de l'empire ottoman. Traité de Sèvres, en 1920 : accord pour la création d'un Etat kurde qui ne comprenait pas l'ensemble du territoire kurde. Face au nationalisme turc conquérant de Mustapha Kemal, le Traité de Lausanne met fin à ce projet en 1923.
- Depuis lors, les Kurdes s'organisent pour la reconnaissance de leur nation.



Le Kurdistan, un pays divisé entre plusieurs Etats, en voie d'unification ?

Vers un nouveau statut ?

Le débat sur un nouveau statut politique pour la Communauté Autonome Basque est entré dans une phase décisive, avec la présentation des propositions des différents partis. L'occasion de resituer dans le temps cette démarche, avant de présenter les projets des 4 grandes formations représentées actuellement au Parlement basque.

Les antécédents : « droit à décider » et « Plan Ibarretxe »

Face au processus catalan, le Pays Basque doit tenir compte de son expérience récente, à la fois riche et contrastée. Et EAJ-PNB qui lutte depuis 1895 pour la libération nationale et sociale d'Euzkadi par les voies exclusivement pacifiques et démocratiques, peut se prévaloir de plusieurs initiatives depuis 15 ans.

Le « droit à décider »

Contrairement à ce que la gauche abertzale laisse parfois entendre, le concept de « droit à décider » a été conceptualisé par le PNB dès l'année 2000. Cette version modernisée de la « burujabetza » (souveraineté) traditionnelle des Basques se veut la traduction du droit à l'autodétermination ou si l'on préfère, du droit originel et permanent de la société basque à décider librement et démocratiquement de son propre avenir dès lors que les *« citoyens basques sont dépositaires aujourd'hui même du droit à décider de leur futur politique et de leur articulation avec les Etats français et espagnol par lesquels ils se trouvent séparés »*.

EAJ-PNB n'a jamais abandonné ce principe basique de toute revendication politique et de toute reconnaissance nationale pour le peuple basque. Il diffère radicalement de la gauche abertzale, non sur le principe du « droit à décider », mais sur sa portée et ses modalités d'exercice.



Le processus catalan, en point de mire

Tout au long de son histoire, EAJ-PNB a fait preuve de réalisme et a procédé à l'actualisation de son projet politique, afin de tenir compte des circonstances propres à chaque époque. Et la période actuelle impose une nouvelle actualisation.

La double expérience de « l'ère Ibarretxe »

Combien d'inepties et de contre-vérités peut-on entendre aujourd'hui encore sur le fameux « Plan Ibarretxe ». Et pourtant, sous la présidence de Juan José Ibarretxe, la Communauté autonome d'Euskadi a expérimenté une double démarche de Nouveau Statut Politique et de consultation populaire. Cette expérimentation s'est malheureusement soldée par un échec. EAJ-PNB doit tenir compte de cette expérience contrastée.

En septembre 2001, le Lehendakari, appuyé par son parti (PNB) et sa coalition gouvernementale (EA et IU-EB) annonce la mise en œuvre d'une initiative politique tendant à redéfinir la relation d'Euskadi avec l'Espagne. En octobre 2003, le Parlement Basque approuve le projet de Nouveau Statut Politique – communément appelé « Plan Ibarretxe » - que le Lehendakari entend porter à Madrid en suivant la procédure prévue pour la révision du Statut d'autonomie.

Malgré une forte mobilisation politique et populaire en Pays Basque, les Cortes (Parlement espagnol) rejette la proposition le 1er février 2005. Ibarretxe envisage un temps de passer en force et d'organiser une consultation populaire, mais uniquement dans un « scénario d'absence de toute violence politique ». Non seulement ETA ne jouera pas le jeu, mais en plus, le gouvernement espagnol prend peur et adopte une réforme du code pénal pour faire d'une consultation illégale un délit. Devant la duplicité de la gauche abertzale et l'hostilité totale du PP et du PSOE, le projet restera lettre morte.



Rencontre du Lehendakari Ibarretxe avec Jose Luis Zapatero, le président du gouvernement espagnol

En juin 2008, à la suite des « Accords de Loiola » qui semblent annoncer la fin de la violence politique, Juan José Ibarretxe fait adopter par le Parlement basque la « loi de consultation des citoyens basques » visant à organiser un referendum consultatif sur la normalisation politique en Pays Basque. Le Gouvernement espagnol prend peur une nouvelle fois et par décision du 11 septembre 2008, le

Tribunal Constitutionnel censure la loi de consultation approuvée par le Parlement basque. La consultation populaire, jugée illicite, n'aura pas lieu, et le processus de Loiola, mort-né, sera vite torpillé par ETA.

Contrairement à ce que les partis espagnols ne cessent de prétendre, le « Plan Ibarretxe » n'a jamais eu le moindre contenu sécessionniste ou indépendantiste. Et contrairement à ce que la gauche abertzale laissait croire, le Nouveau Statut Politique n'avait rien à voir avec une resucée autonomiste et encore moins avec une renonciation au « droit à décider ». Le Nouveau Statut Politique, qui cherchait une relation d'égal à égal entre Euskadi et l'Espagne, fondée sur la reconnaissance de la nation basque, l'existence d'autres territoires basques, un auto-gouvernement renouvelé et consacré par une consultation populaire finale, reste aujourd'hui la matrice du projet institutionnel d'EAJ-PNB.

Les engagements d'Iñigo Urkullu

Lors de son élection en 2012, Iñigo Urkullu, candidat d'EAJ-PNB, avait pris l'engagement de susciter et de dégager, au sein du Parlement Basque, le consensus le plus large autour d'une actualisation de l'auto-gouvernement, et d'organiser une consultation dans la Communauté autonome.

L'idée d'une consultation « légale » ou « négociée » avec Madrid est très vite apparue impossible devant l'intransigeance du Gouvernement de Mariano Rajoy (PP) et la persistance de clivages profonds sur le sujet entre partis politiques.

En revanche, le Lehendakari a mis en place, dès 2012, la « Commission parlementaire sur l'auto-gouvernement » de façon à organiser le débat entre toutes les forces politiques basques.

La « Commission parlementaire sur l'auto-gouvernement »

Dans une première phase, la commission parlementaire a auditionné une quinzaine d'experts (anciens lehendakaris, professeurs de droit public, philosophes...) qui ont exposé leur vision de la relation institutionnelle et politique entre l'Espagne et Euskadi. Parallèlement, le Gouvernement Basque a réalisé plusieurs études techniques sur l'état d'avancement et les limites du statut d'autonomie - « Statut de Gernika » - en vigueur depuis 1981, et sur les redondances entre niveaux d'administration par exemple.

Les études demandées au Gouvernement espagnol (justice, finances, police...) sont restées sans réponse, illustrant une fois de plus le déni et l'hostilité du Parti Populaire au pouvoir.



Le Lehendakari Ibarretxe, auditionné lors des débats de la commission parlementaire sur le nouveau Statut

La « commission sur l'auto-gouvernement » a initié, le 28 janvier, une nouvelle phase durant laquelle chaque formation politique est invitée à présenter des propositions concrètes en vue de l'évolution institutionnelle d'Euskadi.

Des positions sans grande surprise

Les positions politiques commencent à se dessiner, même si elles ne révèlent aucune surprise : le PP reste arc-bouté sur le statut de Gernika (après l'avoir combattu pendant des décennies !), mais a pour mérite d'être « monté au créneau » pour défendre le foralisme et le « Concierto economico » (« Accord économique » qui fonde la capacité financière et contributive de la Communauté autonome) ; la version locale du libéralisme jacobin (UpyD et Ciudadanos) est favorable à une re-centralisation de l'Espagne ; la gauche abertzale (EH Bildu) continue de dénigrer les bienfaits de 25 ans d'autonomie et défend un processus unilatéral, sécessionniste et indépendantiste, tout en reconnaissant désormais l'existence de trois sujets politiques distincts et aux rythmes propres (CAB, Navarre et Iparralde).

Le PSOE a du mal à définir son projet institutionnel mais semble accepter une actualisation de l'autonomie, dans le cadre d'une réforme de la Constitution dans un sens fédéral. Et la nouvelle formation de l'ultra-gauche, - Podemos - bien que non représentée au Parlement de Gasteiz, proclame son attachement au « droit à décider » sans en définir précisément le contenu, mais reste méfiante vis-à-vis de toute dérive sécessionniste.

Le contexte politique espagnol est particulièrement instable : fractionnement du paysage électoral provoqué par les élections générales du 20 décembre 2015, multiples péripéties du processus catalan,...

Malgré tout, EAJ-PNB, en sa qualité de force politique dominante et compte tenu de sa participation à tous les échelons institutionnels d'Euskadi (et du Gouvernement foral de Navarre), vient de rendre public son projet politique et institutionnel dans le cadre de la « commission sur l'auto-gouvernement ».

L'approche des élections autonomiques au Pays Basque et l'absence de lisibilité au niveau espagnol rendent très aléatoires les chances de trouver, avant fin 2016, un consensus, et même un accord suffisamment large au sein du Parlement basque, pour porter à Madrid et devant la société basque une rénovation profonde de l'auto-gouvernement et de la relation politique entre Euskadi et l'Espagne. L'enjeu est colossal. Le processus de paix et de normalisation politique a dégagé la voie politique. Les forces politiques et sociales basques seront-elles à la hauteur ?

Manu

EAJ-PNB, la «nation forale» et le Nouveau Statut politique

L'ouverture d'une nouvelle étape au sein de la «commission sur l'auto-gouvernement», a permis, fin janvier au Parti Nationaliste Basque d'affiner sa proposition d'évolution instititionnelle pour Euskadi. En voici les grandes lignes.

La réforme de la Constitution espagnole

Après avoir relevé les nombreux bénéfices apportés par le Statut d'autonomie de 1981, mais aussi les blocages rencontrés dans sa mise en œuvre, ainsi que la tendance à la recentralisation de la part des gouvernements espagnols, consacrée par la doctrine du Tribunal constitutionnel (TC), le Parti Nationaliste Basque constate la nécessité d'une réforme de la Constitution de 1978.

Indépendamment des initiatives que peuvent porter les partis espagnols (PP; PSOE, Podemos, Ciudadanos, IU...), le Parlement basque garde la possibilité de proposer une réforme constitutionnelle, qui dans la logique jeltzale, doit reconnaître l'Espagne comme un Etat plurinational, de nature confédérale ou pour le moins, structuré sur un modèle fédéral asymétrique (c'est à dire non uniforme).

EAJ-PNB demande également l'insertion dans la Constitution espagnole du «droit à décider» afin de permettre la libre expression démocratique des peuples d'Espagne et la capacité pour les institutions légitimes d'Euskadi d'organiser des consultations populaires.

Les principes de l'autogouvernement

EAJ-PNB fonde son modèle d'auto-gouvernement sur trois principes :

le «Concierto economico» (ou «convenio economico» dans le cas de la Navarre) qui organise, en matière financière et fiscale, une relation d'égal à égal entre les institutions basques et le pouvoir espagnol.

Le «concierto politico», c'est à dire la transposition de l'expérience du «concierto economico» au régime de l'autogouvernement basque dans ses relations avec Madrid, afin de sortir du modèle à la fois homogène et «concédé» de l'autonomie actuelle.

Les «droits historiques», reconnus et protégés par la Constitution de 1978. Ces «droits historiques», qui vont bien au-delà des traditionnels «fueros», signifient que *« le peuple basque constitue un sujet politique avec le droit et la capacité à décider de son futur, à être consulté et à ce que sa volonté démocratiquement exprimée soit respectée ».*

Ces trois piliers de l'autogouvernement ne sont rien d'autre que ce que le Lehendakari Urkullu a récemment désigné comme «la nation forale», une nation basque, qui puise sa légitimité dans ses droits historiques, antérieurs à la Constitution espagnole.



Joseba Egibar et Iñigo Iturrate, parlementaires d'EAJ-PNB

Les bases pour une actualisation de l'auto-gouvernement

La proposition d'EAJ-PNB identifie les bases de l'actualisation de l'auto-gouvernement, qui va bien au-delà de la simple actualisation statutaire. Le Nouveau Pacte avec Madrid doit se construire dans le respect, le dialogue, le consensus le plus large au sein du Parlement basque. Il doit reposer sur une négociation, assortie de garanties juridiques qui assurent une régulation des conflits futurs sur la base du bilatéralisme (et non une régulation soumise au bon vouloir du Tribunal constitutionnel ou du Gouvernement espagnol).

Le «droit à décider», s'il n'est pas inscrit dans la constitution espagnole, doit pour le moins permettre de négocier avec Madrid une consultation des citoyens basques, sur le modèle du référendum écossais de 2014, négocié entre Londres et Edinburgh.

Compétences et reconnaissance internationale

Le contenu de l'auto-gouvernement ne pourra pas être inférieur à celui prévu par le Statut de Gernika, comportant bien entendu la totalité des compétences négociées (dont une quinzaine sont toujours en attente 25 ans après...). Le PNB insiste sur la possibilité pour Euskadi de participer directement aux processus décisionnels européens dans les matières qui relèvent de sa compétence et sur sa nécessaire capacité à développer toutes les relations politiques et instituitionnelles utiles avec les autres territoires basques (Navarre et Iparralde) et avec les autres communautés basques dans le monde.

Dans tous les cas, EAJ-PNB réaffirme sa volonté d'inscrire la réforme de l'auto-gouvernement basque dans le cadre légal, quitte à adapter les processus juridiques existants à la nouvelle donne politique.

La double consultation populaire pour légitimer le nouveau Statut Politique

Cohérent à la fois avec le principe du «droit à décider» et avec son engagement à privilégier un processus négocié et conforme à la légalité, le PNB propose l'organisation de deux consultations populaires : une première consultation dite d'habilitation, «pactée» avec Madrid, pour légitimer le processus de négociation, et une seconde consultation, - décisionnelle -, pour ratifier le Nouveau Statut, comme le prévoit d'ailleurs la Constitution.

La «feuille de route» d'EAJ-PNB, à la fois ambitieuse et réaliste, est désormais entre les mains du Parlement Basque. Nul doute qu'elle sera l'un des axes majeurs de la stratégie jeltzale et au coeur du débat politique dans les mois à venir...

Manu

Vers un Etat basque spécifique

Obtenir un Etat souverain, fondé sur la volonté majoritaire des citoyens et répondant à leurs besoins et aux défis contemporains. Agir par nous-mêmes dans une Espagne bloquée. Voilà grosso modo, les idées phares d'un projet qui n'aborde à aucun moment sa faisabilité réelle. A noter que des termes associés au radicalisme, comme l'indépendance ou l'unilatéralité sont absents de ce texte. EH Bildu souhaite « ratisser large ».

Face à un Etat hostile, un processus d'auto-émancipation

EH Bildu préconise la voie catalane, en Pays Basque. La formation menée par la Gauche Abertzale va d'un constat : la situation est bloquée en Espagne. Malgré la grave crise que connaît ce pays, et l'insistance vers la réforme de la Constitution, *« il ne semble pas que la situation changera à court terme comme produit d'un consensus, puisqu'il existe un pacte d'Etat sur son indivisibilité entre les forces espagnoles qui ont eu une responsabilité de gouvernement au niveau de l'Etat, durant ces dernières décennies »*. EH Bildu fait mention sans les nommer au PP et au PSOE. *« Par conséquent, il ne semble pas que l'accord soit l'axe autour duquel les relations avec l'Etat espagnol pivoteront ». « la mise en marche d'un processus de souveraineté basé sur l'accord entre les parties – Etat espagnol et Communauté Autonome du Pays Basque – ne semble pas possible »*



Unai Urruzuno parlementaire d'EH Bildu, présente leur proposition indépendantiste

La nation basque composée des 7 territoires de Araba, Bizkaia, Gipuzkoa, Lapurdi, Navarra (Haute et Basse) et Zuberoa doit trouver ses propres voies pour son émancipation, en tenant compte des trois réalités administratives actuelles : Communauté Autonome Basque, Communauté Forale de Navarre et Pays Basque nord. Basé sur le droit à l'autodétermination du peuple basque, les citoyens d'Araba, Bizkaia et Gipuzkoa décident de construire une institution de « pleine souveraineté.

Etant donné que l'Etat espagnol ne reconnaîtra jamais la nation basque et les droits qui lui reviennent, *« il sera nécessaire de mettre en place un véritable processus de démocratisation de l'Etat ». « la seule façon de rechercher une relation basée sur la bilatéralité avec l'Etat espagnol (comprise comme une relation entre égaux) est que la nation basque – basée sur la volonté majoritaire des citoyens et citoyennes – se situe en dehors de l'Etat espagnol ».*

Une démocratie approfondie

Le concept de démocratie doit être également approfondi. *« La démocratie formelle n'est pas suffisante, surtout lorsque ce modèle déjà obsolète de démocratie a servi durant de nombreuses années à répondre aux besoins des élites. A la fin du monde bipolaire, le néolibéralisme a laissé la démocratie en lambeau. Formellement, nous continuons à parler de démocratie, mais bien souvent, il ne reste de la démocratie réelle que la simple apparence »*.

Face à cette réalité et cette vision marxiste classique de la démocratie, des alternatives verraient le jour ici et là, basées sur les besoins de la majeure partie des citoyens basques. Ces alternatives ont *« comme point commun la capacité transformatrice que l'on reconnaît au droit à décider ».* La volonté des citoyens doit primer sur celle des organismes comme le Fonds International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce non élus par les citoyens.

« Il faut créer des structures institutionnelles et sociales basques, qui soient souveraines, en réponse à la volonté des citoyens ». « Nous devons bénéficier de toutes les compétences qui nous permettent, citoyens et citoyennes basques, sans exception de bénéficier de conditions dignes dans tous les aspects de la vie ». « En conséquence, la seule limite aux compétences des institutions basques est dérivée de la volonté majoritaire des citoyens basques ».

De l'autonomie à la souveraineté du bien-être

Seule la pleine souveraineté peut garantir le bien-être des citoyens basques. Partant du principe qu'actuellement, plus le niveau de souveraineté est grand, plus le bien-être est important, il n'y a aucune raison de penser que cela changera à l'avenir. *« Nous souhaitons disposer des outils politiques, sans renoncer à aucun d'entre eux, pour construire notre propre modèle économique, afin de garantir la création de richesses et leur répartition ».*

« Le processus constituant est la capacité politique de convertir le mandat démocratique reçue des citoyens, en instrument pour la constitution d'un Etat spécifique ». Les institutions de la Communauté autonomes d'Euskadi doivent se transformer en institutions pleinement souveraines. *« nous devons remplir les institutions actuelles de compétences, jusqu'à ce qu'elles deviennent des structures institutionnelles souveraines ».* A noter que EH Bildu souhaite appliquer la même logique avec les institutions navarraises et celles du Pays Basque nord, *« en menant à bien un processus constituant, en partant de chaque réalité, avec leurs propres phases et vitesses ».* La base de ces processus est à chaque fois, le respect de la volonté majoritaire de ses citoyens.



Le Parlement Basque, l'enceinte des grands débats sur l'avenir de la Communauté autonome basque

« il faut prendre en compte les principes et les résolutions internationales parce que nous recherchons la reconnaissance de la Communauté Internationale ».

Même si le premier pas est celui de l'auto-affirmation, il faut prendre en compte les principes des Traités Internationaux pour obtenir la reconnaissance de la Communauté Internationale.

Les compétences essentielles

EH Bildu a donc l'intention d'utiliser comme point de départ, les institutions du Statut de Gernika : Parlement basque, gouvernement basque *« qui ont servi à agir dans une relation de dépendance se convertissent en institutions valides pour obtenir et développer cette souveraineté ».* la coalition dirigée par la Gauche Abertzale prétend que *« Euskadi-en tant que communauté politique- a besoin d'un nouveau statut politique pour faire face aux nouveaux défis de notre société ». « il s'agira d'un processus graduel et progressif pour accéder à la souveraineté ».* EH Bildu mentionne les champs de compétences prioritaires : système spécifique de sécurité sociale, relations de travail, politiques de l'emploi, organisation de l'économie et des finances, une banque spécifique, développement du modèle productif, garantie du logement en tant que droit subjectif, système de santé universel, infrastructures, développement de la connaissance, de la recherche et de l'innovation universelle basées sur les ressources publiques, recherche en faveur de modèles alternatifs de développement, système éducatif spécifique, garantir la connaissance de l'euskara comme droit subjectif, système spécifique d'administration de justice, politique pénitentiaire spécifique, modèle intégral de sécurité citoyenne, régulation de la citoyenneté basque, développement des relations institutionnelles avec le reste des territoires basques, représentation spécifique dans les instances supra-étatiques.

A égalité avec la Navarre

EH Bildu défend les relations entre territoires basques, sur un pied d'égalité. Il s'agit ici des relations entre la Navarre et les trois autres territoires historiques. *« Même si les relations économiques, culturelles et sociales des citoyens des 4 territoires basques, sont encore totalement naturelles, nous pâtissons des conséquences des décisions prises, en leur temps, en faveur de la division territoriale. Lors des dernières 4 décennies, « les murs politiques » entre la Communauté autonome du Pays Basque et de la Communauté forale de Navarre se sont accrus ».* le principal défi serait de normaliser ces relations naturelles.

Enfin, EH Bildu précise que même si bien des discours portent sur la relativité de la souveraineté, en raison notamment des réseaux financiers et autres qui dépassent les institutions démocratiques de chaque nation, *« l'Etat est encore l'outil juridico-politique qui permet le plus haut niveau de souveraineté ».*

Beñat Oteiza

Une autonomie singulière dans un Etat fédéral

Le Parti socialiste d'Euskadi intègre la rénovation du nouveau statut dans la réforme constitutionnelle préconisée pour construire un Etat fédéral. Les socialistes ouvrent des pistes de réflexion, sur l'intégration à l'Union Européenne ou la bilatéralité, tout en refusant d'admettre la logique nationale des abertzale.

Un préambule aux concepts clés

Fidèle à sa ligne autonomiste, le PSE-EE défend un approfondissement du Statut d'autonomie, comme il l'a déjà fait depuis une décennie. Dans un préambule du texte, le PSE-EE accepterait le terme de *« nation »* pour se référer à Euskadi, mais *« cela ne se base pas dans une supposée souveraineté différenciée »* et ne *« présuppose pas le droit politique à se constituer en Etat »*. Il faudrait également rendre explicite *« la pluralité des identités »* et énumérer les *« singularités »* d'Euskadi, comme les droits historiques, le Concierto, l'euskara ou le droit civil foral. Les socialistes veulent également *« une description réelle et pactisée de la violence politique subie »* durant la période autonomique.

Le PSE-EE propose de sortir du manque de définition sur l'hymne, l'écusson ou la capitale siège des institutions communes, à Vitoria-Gasteiz et incorporer au Statut des droits reconnus postérieurement, comme le revenu de garantie ou le logement.



Idoia Mendia, la secrétaire générale des socialistes basques présente la proposition de son Parti

Le Tribunal Supérieur deviendrait la dernière instance ordinaire – proposition incluse dans la réforme constitutionnelle proposée par le PSOE-, il faut également mieux définir la participation dans l'Union Européenne dans les matières de compétence exclusive des institutions basques et limiter la *« bilatéralité »* avec l'Etat aux compétences basques *« singulières »* comme le Concierto ou la Ertzaintza.

Les socialistes réitèrent des propositions d'organisation interne, comme la compétence normative, en matière de fiscalité, au niveau d'Euskadi. Le Gouvernement Basque devrait également assumer « la gestion » du système de retraites et de la Sécurité Sociale, mais en maintenant la caisse unique et assumer les

politiques passives de l'emploi via une convention avec l'Etat.

Un fédéralisme sécurisant

Les socialistes détaillent également leur proposition de réforme de la Constitution vers un Etat fédéral et défendent l'importance qu'a eu le Statut de Gernika, jusqu'à considérer que l'autogouvernement fiscal et l'importance des compétences en Euskadi dépassent celle de *« région, pays ou nation intégrés à un Etat »*. Pour les socialistes, il faudrait d'abord réaliser la réforme de la Constitution, en *« blindant »* les compétences de l'Etat et celles des autonomies, pour éviter *« l'invasion de ces compétences »* et ensuite aborder la réforme du Statut.

Mais si la majorité du Parlement opte pour ne pas attendre cette réforme constitutionnelle, le PSE-EE participera également à ce débat.

Idoia Mendia, la secrétaire générale a averti que le PSE-EE souhaite un accord sur le Statut, préalable à un référendum, sur cette réforme. Mais en aucun cas, ils ne donneront *« satisfaction aux nationalistes s'ils essaient de déborder l'Etat et la légalité dans un chemin vers l'indépendance »* ni appuieront une consultation qui diviserait selon eux la société. *« nous ne permettrons pas qu'au Pays Basque, on essaie de nous mener vers un scénario à la catalane »*. Par contre, la défense des singularités basques, supposerait un fédéralisme asymétrique de l'Etat espagnol, avec des entités fédérés disposant de pouvoirs spécifiques, en fonction de leurs particularités.

Beñat Oteiza



L'écusson de la Communauté Autonome Basque, avec ou sans la Navarre ?

Une mini-révision du Statut

Le Parti Populaire mérite plus que jamais le qualificatif de parti conservateur. Très réservé sur ce thème du Statut, le PP reste très prudent et attentiste. Il avance peu de propositions et s'ouvre au débat, en définissant l'état d'esprit qui devrait le présider.

Un statut d'autonomie paré de toutes les vertus

Le PP tient à mettre en valeur les vertus du Statut d'autonomie actuel. Le point de départ de toute discussion réside dans l'affirmation de certitudes. La Constitution garantit un Etat des autonomies, basé sur l'égalité et la liberté individuelle. *« la société basque est composée d'individus politiquement organisés à travers la Constitution et le Statut de Gernika »*. *« C'est la Constitution et le Statut de Gernika qui structurent et articulent Euskadi pour la première fois dans l'histoire et configure notre Autonomie comme la région européenne avec le niveau de compétences et d'autogouvernement le plus important du monde »*. *« Ce sont la Constitution et le Statut qui incorporent et reconnaissent pour la première fois, la volonté des Basques, à décider sur nos institutions d'autogouvernement jamais connus dans l'histoire »*. Allusion claire et contre-pied au droit de décider défendu par les formations abertzale. Le PP demeure fidèle à son style offensif, voire agressif envers le nationalisme. Le seul cadre d'entente et de concorde réside dans la loi espagnole. Peu importe que les abertzale contestent le cadre actuel, en particulier la négation de la nation basque. Cette contestation, cette tension ne conduit le PP à aucune analyse politique sur le malaise actuel. Pire, il utilise des termes agressifs au nom de … la concorde. La société doit *« rejeter pour toujours une expérience comme celle du dénommée Nouveau Statut politique, présentée en Octobre 2003 par le Lehendakari Ibarretxe ; un parfait exemple de division et d'affrontements »*. le PP se fait le garant de l'accomplissement du Statut de Gernika. Toute nouvelle réforme devrait atteindre un niveau aussi important que celui du Statut de Gernika, approuvé par 90% des citoyens de la Communauté Autonome Basque, en 1979. A noter qu'à l'époque, Alianza Popular, le parti précédant le PP était hostile à ce Statut d'autonomie.



Borja Semper, leader du PP, est ouvert à un débat sur l'auto-gouvernement

Deux propositions relatives à une meilleure gestion

Le PP met en avant deux thèmes à réviser :

- *« améliorer l'organisation entre les différentes institutions basques »*, face aux tensions re-centralisatrices du Gouvernement Basque. Il faut *« une clarification des compétences en Euskadi, avec un poids plus important des administrations locales et des Diputacions forales »*. Ces entités locales manqueraient de moyens pour faire face à leurs obligations. Le PP défend une *« réforme de la Loi sur les Territoires historiques … et une Loi municipale qui autorise et clarifie davantage de compétences pour les mairies basques »*.

- *« améliorer la gestion publique en évitant des duplicités »*. Cela permettra d'améliorer le bien-être des citoyens, parce que *« ces duplicités supposent de multiplier les dépenses, diviser les compétences, perdre en efficacité et accroître l'absence de contrôle »*.

Toute réforme devrait respecter les prémisses suivants : Engagements, transparence, régénération, liberté, confiance et réformes.

Beñat Oteiza

L'économie d'Euskadi va mieux

Les données macro-économiques sont très impersonnelles. Elles permettent de tracer des tendances perçues par la majorité des habitants, dans la durée. Même si on ne tombe pas amoureux d'une courbe de croissance, les données positives redonnent de l'espoir, au minimum aux spécialistes de ces questions.

2.7% de croissance

Selon Josu Erkoreka, le porte-parole du Gouvernement Basque, en 2015, La Communauté Autonome Basque a connu une croissance économique d'au minimum 2.7%. Cela est conforme aux prévisions de l'exécutif de Gasteiz, en particulier dans le secteur de l'industrie, *« moteur de l'économie basque »* qui augmente à un rythme de 3.6%.
L'évolution de l'emploi a été positive. A la fin de 2014, 165 700 personnes étaient inscrites à Lanbide, l'agence de l'emploi basque. Un an plus tard, l'exercice 2015 s'achève à un niveau de 150 000 chômeurs. *« Cela suppose une baisse de 9.4% par rapport à 2014 ». « Il s'agit de la baisse la plus importante depuis 2008 »* a affirmé M. Erkoreka.



Iñigo Urkullu et Arantxa Tapia à ses côtés, au plus près des entreprises

Cette *« évolution positive »* est confirmée par l'augmentation du nombre de cotisants à la Sécurité Sociale, avec 20 000 cotisants supplémentaires.

En Espagne, le niveau de cotisants à la Sécurité Sociale est analysé conjointement à celui du chômage, toute personne sans travail cessant de cotiser à la Sécurité Sociale. Lorsque la baisse du nombre de chômeurs coïncide avec la hausse du nombre d'affiliés à la Sécurité Sociale, cela signifie qu'il y a une réelle baisse du chômage et non simplement une baisse du nombre de chômeurs inscrits à Lanbide.

Ces résultats ont lieu *« dans un contexte de rigueur extrême et de maîtrise budgétaire dans les dépenses ».*

L'Exécutif basque aurait également respecté les objectifs de déficit et d'endettement.
L'exercice budgétaire devrait être clôturé sans dépasser le niveau de déficit de 0.7%, prévu dans l'accord de stabilité budgétaire. 2016 sera *« une année d'incertitude au niveau international ».* Le Gouvernement Basque maintient sa prévision de croissance à 2.5% et une création nette d'emploi *« au-delà de 15 000 personnes ».*

14.1% de chômeurs

Angel Toña, le ministre de l'emploi a présenté les principaux indicateurs du marché de l'emploi, en 2015. Fin 2015, le taux de chômage a été réduit à 14.1%, en Euskadi, avec une baisse de 15 754 chômeurs.

Fin 2014, ce taux de chômage était de 15.3% Preuve de l'amélioration du marché de l'emploi, 867 255 contrats ont été signés tout au long de l'année, même si la plupart d'entre eux étaient temporaires. Cela correspond à une hausse de 14.24% par rapport à 2014.

Cette amélioration concerne surtout l'industrie et la construction, et les travailleurs les plus jeunes. Pour les moins de 25 ans, la baisse a été supérieure à 15%. Ce sont les personnes les moins longtemps au chômage qui retrouvent un emploi le plus rapidement. Il y a malheureusement un chômage structurel difficile à endiguer, celui des personnes depuis longtemps déconnectés de la vie professionnelle.

En Gipuzkoa, territoire le plus industriel, le chômage a baissé de 10.15% et affiche un taux de chômage de 11.8%. En Biscaye, le chômage a baissé de 9.20% et connait un taux de chômage de 15.4%, alors qu'en Araba, ces taux sont respectivement de 9.43% et de 14.7%.

Miser sur l'innovation

Arantxa Tapia, ministre du développement économique et de la compétitivité a annoncé l'attribution de 146.8 millions d'euros à des programmes d'appui à la R&D (Recherche et Développement), en 2016, 9% de plus qu'en 2015. Il s'agit d'aider entre autres, à la conception de nouveaux produits, au financement de programmes de recherche, dans des secteurs moteurs de l'économie basque ou encore l'attraction, en Euskadi, de chercheurs de haut niveau.

Arantxa Tapia a précisé qu'il s'agit d' « un engagement résolu » pour la recherche et l'innovation. Les différents programmes ont été révisés en suivant les recommandations d'experts européens. Dans ce processus d'adaptation, a été définie la stratégie de spécialisation intelligente d'Euskadi RIS3, impulsée par l'Europe ou encore la réorganisation du réseau basque de Sciences, Technologie et Innovation, partenaire privilégié du Gouvernement Basque. Pour Arantxa Tapia, *« il faut se positionner au niveau international, améliorer la compétitivité et la maturité technologique des entreprises ».*

Elle a rappelé un point trop souvent négligé : toutes les économies performantes ont un haut niveau de recherche et développement.

Beñat Oteiza

Source : portail du Gouvernement Basque : www.irekia.euskadi.net

Le défi local de l'énergie

De par leur nature associative et partenariale, les ALEC (Agences Locales de l'Energie et du Climat) ont un fonctionnement souple et des missions adaptées aux besoins des territoires concernés. Le domaine abordé dégage de grandes tendances, tant dans les publics visés que le type d'actions menées.

Sobre, efficace et novateur

Leur cœur de métier est le travail sur la sobriété énergétique, en faisant évoluer les habitudes et les comportements, mais aussi sur l'efficacité énergétique, concernant la performance des bâtis, des équipements, des systèmes thermiques ou même l'organisation optimisée d'un territoire dans son ensemble.

Enfin, il reste à promouvoir la diversification énergétique pour couvrir les besoins restants. Il s'agit de promouvoir sous toutes ses formes. Des thématiques émergentes liées à la question énergétique sont également traitées, notamment celle des circuits courts, si prégnante en Pays Basque nord.

Tout le monde est concerné

Etant donnée l'étendue de cette mission, le grand public est directement concerné par les ALEC, à travers l'animation d'Espace Info Energie (EIE). Ces points d'info délivrent essentiellement des conseils techniques aux particuliers, lors de rendez-vous en agence, ou par téléphone. Les publics jeunes, ceux qui construisent déjà et qui bâtiront le monde à venir sont particulièrement visés par les ALEC. En partenariat avec les établissements scolaires, elles mettent au point des programmes d'éducation à l'environnement, à l'aide parfois de supports pédagogiques existants.



l'ALEC du Centre Ouest Bretagne éduque des jeunes écoliers, de CE2, aux économies d'énergie. copyright : Ouest France

Les Collectivités Territoriales sont évidemment directement concernées par l'action des ALEC. Elles interviennent pour optimiser leur patrimoine, sur le plan énergétique, des bâtiments ou de la flotte de véhicules utilisés. Elles conseillent surtout les Collectivités, au moment de définir leur action publique, qu'il s'agisse de l'élaboration de PLU, de SCOT, d'un plan de mobilité ou plus globalement de Plan Energie Climat Territoire. Elles sont également un outil de suivi et d'évaluation de ces planifications publiques.

Les ALEC interviennent également auprès des bailleurs sociaux comme le PACT et les copropriétaires. Au regard du poids du logement dans la facture énergétique globale, cette action est importante. Les ALEC suivent les copropriétaires, de la sensibilisation, à l'élaboration et la réalisation des projets.

L'intervention auprès des acteurs économiques est plus marginale parce que les chambres consulaires sont souvent sensibilisées sur ce thème ou parce que les entreprises souhaitent garder la confidentialité de données, nécessaires pour construire un projet dans le domaine énergétique.

4 domaines d'actions

Les ALEC interviennent essentiellement dans 4 secteurs : le bâti, la production d'énergie, la mobilité et l'aménagement du territoire.

Sur le bâti, les conseils portent autant sur la construction de logements neufs que sur la réhabilitation du bâtiment ancien. Ils concernent aussi bien la performance de l'enveloppe bâtie (parois opaques, ouvrants, toitures, planchers) que la production de chauffage, de froid, d'eau chaude sanitaire.

La production d'énergie est ciblée sur les ressources renouvelables du territoire. Les ALEC peuvent accompagner la faisabilité d'implantation de fermes éoliennes, photovoltaïques ou organiser des filières d'approvisionnement d'énergie, comme le bois-énergie. Elles appuient également la constitution de coopératives de production d'énergie.

La mobilité est placée sous l'angle des alternatives au tout-automobile : pédibus, plans de déplacements d'administrations et d'entreprises, covoiturage, partage de la voiture, transports en commun …

L'aménagement du territoire concerne les Approches Environnementales de l'Urbanisme (AEU), tant sur des opérations urbanistiques que d'aménagement : zones d'activité, éco-quartiers ou lotissements communaux. Les ALEC interviennent également dans les plans de gestion du foncier comme les SCOTs, les PLU ou les PLUi pour les orienter vers la réduction de consommation d'énergie et de l'empreinte carbone.

Beñat Oteiza

Jordi Vera : « un objectif de 18 mois pour se déconnecter de l'Espagne »



Jordi Vera, le président de CDC, en Catalogne nord, notre témoin fidèle et crédible de l'évolution du processus catalan analyse l'investiture de Carles Puigdemont, et les mois à venir de débat. Les Catalans ne semblent pas manquer de ressources pour mener à bien leur objectif d'indépendance.

Pourquoi l'entente entre Junts Pel Sí et la CUP a-t-elle été si difficile à concrétiser ?

Pour plusieurs raisons : d'abord, le résultat de l'élection : 62 sièges Junts,10 CUP et 63 les autres. La CUP aurait aimé que son apport ne soit pas nécessaire, car ils avaient l'intention de laisser faire « sans se mouiller ». Mais le scrutin a posé un rapport de forces diabolique. Beaucoup d'électeurs qui les avaient votés pour « pousser Junts Pel Sí dans la bonne direction » ont constaté qu'on allait vers la catastrophe. Lors d'un meeting, la CUP s'est alors engagée à ne pas investir Artur Mas, parole divine pour l'extrême-gauche en compétition avec Podemos : ce veto à Mas ne figurait pas dans leur programme. Une course à la testostérone de gauche était engagée. Mais il n'y avait pas que le problème du Président, il y avait surtout la question de la majorité de votes pour aller de l'avant, et là non plus la CUP ne garantissait pas son soutien.

On ne pouvait laisser mettre fin aux espérances de la majorité des Catalans, des 2 000 000 votants du Oui. A la dernière minute, le Président Mas a négocié dans le plus grand secret et obtenu de leur part des engagements fermes et concrets : CDC tient parole en confirmant que sa position n'était pas une question de personnes mais de majorités pour gagner la liberté.
Deux députés de la CUP siègent désormais avec le groupe de Junts Pel Sí pour garantir la majorité relative face aux adversaires de l'indépendance, c'est-à-dire 64 sièges contre 63.

Les 8 députés restants s'engagent à ne jamais voter avec les partis anti-indépendance. La CUP accepte que Mas nomme son successeur sans passer par ses interminables et imprévisibles assemblées. Une fois cet accord acquis, le Président Mas a donc fait un pas de côté pour que le processus continue.

Carles Puigdemont, le nouveau Président de la Generalitat, militant de CDC est un indépendantiste de la première heure. Cela illustre-t-il le virage définitif de l'indépendance pris par votre mouvement politique ?

Oui, cela prouve que la décision que CDC avait prise lors de son dernier Congrès à Reus n'était pas une lubie de Mas, comme le gouvernement central s'évertuait à le faire croire : débarrassés de la « rage Mas », les choses, disait-on à Madrid, rentreraient dans l'ordre naturel, les Catalans, en échange de quelques concessions, reviendraient au bercail ...



Les leaders de Junts Pel Si, Artur Mas, Raul Romeva et Oriol Junqueras, en première ligne, ces dernières semaines

L'évolution de CDC correspond à celle de toute la société catalane, l'actuel Président Puigdemont est un des visages de cette nouvelle Catalogne, celle qui n'accepte plus d'être dominée, d'être méprisée par les élites centralisatrices madrilènes, celle qui veut décider de son avenir. C'est la Catalogne qui a dit « Sí » devant les « non, non et non » de l'Espagne.

Un plan social de choc est prévu pour répondre aux attentes sociales de nombreux Catalans. Pouvez-vous nous le présenter ?

De fait, il s'agit d'augmenter encore davantage la part de budget consacrée aux nécessités sociales provoquées par la crise : logements sociaux, aides aux personnes en difficulté, revenu garanti minimal, etc.

Ces mesures visant les Catalans les plus démunis démontrent que les indépendantistes sont d'autant plus sensibles à la pauvreté et à la misère qu'ils se battent pour mettre fin au pillage séculaire des ressources de la Catalogne par le pouvoir central, lequel se chiffre entre 14 et 20 milliards par an, depuis le rétablissement de la démocratie en Espagne.

Cette élection du nouveau Président marque le départ d'une période de transition de 18 mois, vers la création d'un État catalan indépendant. Cette période peut-elle être élastique ? Quels sont les principales étapes et obstacles prévisibles durant cette phase de transition ?

Oui, elle peut durer plus ou moins, mais l'objectif est de 18 mois !

C'est le temps nécessaire pour adopter les lois de la déconnexion : loi sur la Sécurité Sociale, loi de création des finances catalanes, loi des douanes, et la plus importante, la loi de sécurité juridique, loi qui doit garantir aux citoyens, aux entreprises, aux notaires, aux banques et à toutes les institutions la continuité de droits et garanties juridiques entre les lois actuelles et celles qui le seront dans le nouvel État. La reconnaissance de la République par la communauté internationale est aussi une priorité de cette étape, ainsi que la rédaction de la Constitution, qui culminera par son vote et par la première élection du Parlement National de notre République.

Les obstacles sont déjà identifiés : la négation, par tous les moyens, de notre liberté : mais nous continuerons à être imaginatifs pour faire échec à leurs impositions, sans dévoiler à l'avance nos moyens et nos solutions. Le peuple Catalan est le garant de la réussite.

Accord Parlementaire entre Junts Pel Si et la CUP

Afin de garantir la stabilité parlementaire et renforcer l'action du gouvernement, durant cette législature, la CUP–Crida Constituent s'engage à :

1- ne jamais voter dans le même sens que les groupes parlementaires contraires au processus et/ou au droit à décider, lorsque cette stabilité est menacée

2-garantir que deux députés issus de la CUP-CC s'incorporent dans la dynamique du groupe parlementaire de Junts Pel Si de manière stable. Ils participeront à l'ensemble des délibérations et agiront de façon conjointe dans les prises de position du groupe pour accomplir ce qui est établi dans le point 1

3- investir dès le premier tour, le candidat à la présidence de la Généralité que l'actuel président propose parmi les membres du Groupe Parlementaire de Junts Pel Si, durant la session d'investiture

De la même manière

4- La CUP-CC assume que la défense - compris en des termes politiques par la CUP-CC- du processus aurait pu mettre en péril l'impulsion et le vote majoritaire de la population et de l'électorat favorable au processus vers l'indépendance, lors d'une négociation qui a déçu les deux parties et la base sociale et populaire de l'indépendantisme.

Elle doit reconnaître les erreurs dans l'attitude belligérante envers Junts Pel Si et surtout, à ce qui correspond à la volonté sans équivoque d'avancer vers le processus d'indépendance et vers le processus constituant qui est le seul scénario de construction de structures et de cadres de souverainetés qui nous permettrait, en tant que société, d'espérer un autre niveau de justice sociale et de participation démocratique.

Pour tout cela, la CUP-CC s'engage à reconstruire la force d'un discours et celui de la mobilisation, concernant l'étape politique qui débute avec cet accord, en incluant la défense active de tous les agents qui la rendent possible.

5- Dans l'optique de cet accord, la CUP-CC s'engage à renouveler, autant que nécessaire, son propre groupe parlementaire dans le but de rendre visible un changement d'étape et d'assumer de façon implicite la part d'autocritique qui lui revient dans la gestion du processus de négociation. Les remplacements dans le groupe parlementaire se produiront immédiatement après la session d'investiture.

Barcelone, le 09 Janvier 2016



Signature de l'accord entre des représentants de Junts Pel Si et la CUP - copyright la vanguardia

Carles Puigdemont, « President » de la transition catalane

Carles Puigdemont, le nouveau « Président » de la Generalitat est en fonction depuis le 12 Janvier 2016.



Agé de 53 ans, il est né à Amer. Marié à une journaliste roumaine, il a deux filles.

Philologue de formation, lui-même est journaliste de profession. Rédacteur en chef du quotidien El Punt, il voyage à travers l'Europe, en 1993. De 1999 à 2002, il devient le premier directeur de l'Agence catalane d'information. Il est également le directeur de la revue anglophone Catalonia Today.

La passion précoce pour la politique l'a conduit dès 1981, à refonder la jeunesse nationaliste de Catalogne, au sein de CDC, son Parti. En 2006, il devient député au Parlement de Catalogne et prend la tête de liste aux élections municipales de Gérone, en 2007. Il échoue à ces élections, mais réussit à en devenir maire, en 2011, mettant fin à 32 ans de règne socialiste ! Indépendantiste de la première heure, il est également apprécié pour son sens du dialogue et sa méthode participative.

Réélu, en 2015, il était très apprécié à Gérone. Il était également député au Parlement catalan, sur la liste de Junts Pel Si.

Histoire du nationalisme basque

La transition (I)

En Pays Basque Sud, on peut considérer que ce qu'on appelle généralement dans la Péninsule « La Transition » recouvre une période qui s'étend de la mort de Franco (novembre 1975) aux premières élections au Parlement Basque (mars 1980).

Pendant cette période, les attentats d'ETA redoublent d'intensité ; alors qu'on avait compté 43 morts imputables à cette organisation de 1968 à la mort de Franco, on compte 69 morts en 1978, 83 en 1979 et 99 en 1980.

La rénovation du PNV

En mars 1977, le Parti Nationaliste Basque tient à Pampelune, une Assemblée Nationale, la première depuis l'époque de la Seconde République. C'est l'occasion de moments émouvants qui voient la rencontre de vieux dirigeants (Manuel Irujo, Juan Ajuriaguerra) avec des nouveaux (Carlos Garaikoetxea, Xabier Arzallus). C'est sans doute le premier pas sur le chemin d'un Etat basque autonomique.

Le vieux parti se déclare démocratique, aconfessionnel (même si le sigle JEL– Jaungoikua eta Lagi Zarra-Dieu et la Vieille Loi- est conservé) et de tous les Basques, immigrés inclus. On voit dans ce dernier aspect, le profond changement idéologique opéré depuis sa fondation en 1895. Les Statuts du Parti –qui dataient de 1933- sont actualisés et Carlos Garaikoetxea est élu Président de son Comité Exécutif, l'Euzkadi Buru Batzar. Un navarrais, tout un symbole !

Les conversations de Chiberta

En mai 1977, alors que les premières élections législatives depuis la dictature de Franco sont prévues pour le 15 juin, ont lieu à l'hôtel Chiberta d'Anglet, des conversations entre toutes les forces politiques basques. Les deux branches du mouvement ETA (milis et poli-milis, la scission datant de décembre 1974) sont représentées ainsi que le PNV. Telesforo Monzón, ancien conseiller à l'Intérieur du gouvernement Aguirre de 1936, proche alors de ETA, a joué un grand rôle pour réunir tout le monde autour d'une table de discussion. Le PNV ne ménage pas ses efforts pour essayer de convaincre ETA de déposer les armes et de participer au jeu démocratique. En vain ! Pour sa part, ETA demande



Affiche de l'Assemblée Nationale historique d'Irunea-Pampelune, en 1977

au PNV de ne pas se présenter aux élections si préalablement, une amnistie générale n'est pas décrétée. Mais le PNV –qui a retenu la leçon de son absence néfaste du Pacte de Saint-Sébastien de 1930- entend bien y participer. Dans ces conditions, les positions sont irréconciliables.

La gauche abertzale s'organisera avec la formation en juillet de HASI (Herri Alderdi Sozialista Iraultzalea), bras politique du mouvement armé et en novembre de HB (Herri Batasuna) qui intégrera en outre d'autres petits partis de gauche ou d'extrême gauche comme LAIA, ESB ou ANV.

Les élections « a Cortes » du 15 juin 1977

Ces élections –les premières depuis plus de 40 années !- furent très importantes. Elles permirent en effet de fixer un certain état des forces politiques alors qu'auparavant – du fait de la dictature- on n'en n'avait aucune idée.

Dans les 4 territoires d'Euskadi Sud, le PNV s'affirmait comme la première force politique avec 25,81% des suffrages exprimés, devançant de peu le PSOE (25,78%) des voix. Les formations espagnoles du centre et de droite (UCD, Unión del Centro Democrático, 16,6% des voix) et d'extrême droite (AP, Alianza Popular, 7,6% des voix) étaient loin derrière.

Certes, en Navarre les scores étaient faibles (7% des voix en coalition avec ANV et ESB, formant une Unión Autonomista de Navarra UAN) ; du moins au Sénat, était élu dans un Front Autonomique intégrant ces mêmes forces et le PSOE, Manuel Irujo, du PNV, l'ancien ministre de la République espagnole.

Mais dans les territoires de Araba, Bizkaia et Gipuzkoa, l'avance du PNV était plus nette (29,3% et 8 élus dont le vieux leader Juan Ajuriaguerra, tête de liste en Bizkaia) devant le PSOE (26,5% et 7 élus), l'UCD (12,8% et 4 élus), AP (7,1% et un élu) et Euskadiko Ezkerra (6,1% et un élu), une formation de la gauche abertzale réunissant les partisans d'ETA politico-militaire (ETA militaire appelant à l'abstention).

Avec ces résultats, tous les observateurs prenaient conscience que 40 années de dictature n'avaient en rien altéré l'étonnante vitalité du PNV qui reprenait sa place de premier parti politique du Pays Basque Sud. Le PNV convoquait le 25 octobre 1978 une imposante manifestation avec le slogan « Pour une Euskadi libre et en paix ».

Jean-Claude Larronde

EAJ-PNVren diputatu hautetsiek parlamentari karguaz jabetzeko sinestamenduak entregatu dituzte

EAJ-PNVren sei diputatu hautetsiek gaur formalizatu dute datorren urtarrilaren 13an parlamentari karguaz jabetzeko sinestamendua. Egun horretan ofizialki osatuko dira Ganberak.
Aitor Esteban, Pedro Azpiazu eta Pilar Ardanza dira Bizkaiko hautetsiak ; Joseba Agirretxea eta Iñigo Barandiaran Gipuzkoakoak ; eta Mikel Legarda Arabakoa. Gaur entregatu dituzte beren sinestamenduak eta eskatutako inprimakiak bete dituzte, Diputatuen Kongresuan horretarako gaitu diren aretoetan. Horrez gain, sei diputatu hautetsiek talde-argazkia atera dute.

Hedabideei egindako adierazpenetan, Aitor Esteban pozik agertu da pasa den abenduaren 20ko hauteskundeetan lortutako emaitzekin, EAJ-PNVk eserleku bat gehiago lortu baitu, aurreko legegintzaldian lortu zituen bost eserlekuen aldean. *"EAJ-PNVk Madrilen Euskadiren ahotsa izaten jarraituko duela"* adierazi du.
Kazetariei erantzuteko, Estebanek EAJ-PNV parlamentuan ordezkaritza duten beste alderdi politiko batzuekin harremanetan dagoela baietsi du.

Topaketa horietan Ganberak osatzeko kontu formalak lantzen dituztela aurreratu du. *"Elkarrizketa oso oso generikoak dira, gobernatzeko gehiengoak osatzeko. Presa gehiago duten administrazio-kontuetan gehitxoago sartu gara baina ez asko, esate baterako, talde parlamentarioen edo Mahaien osaeran»*, azaldu du. Kataluniako egoerari buruz galdetu diotenean, *"estatu espainiarrean politika elkarrizketa modura ulertzen ez denaren seinale dela"* esan du bozeramaile jeltzaleak, eta PPk aurreko legegintzaldian zehar Kongresuan erakutsitako *"akordioak lortzeko gaitasunik eza"* salatu du, eta baita Urkullu lehendakariak estatuak ekonomikoki eta autonomikoki dituen egiturazko erronkei aurre egiteko eskatu dionetan izandako gaitasun falta ere.


Deputatu jeltzaleak, Madrilen : Ezkerretik eskuinera : Pablo Azpiazu, Iñigo Barandiaran, Aitor Esteban, Pilar Ardanza, Joseba Agirretxea eta Mikel Legarda

Hori dela-eta, *"elkarrizketa gehiago, politika egiteko gaitasun gehiago"* eskatu ditu eta Kataluniako egoerak *"lehenik Euskadi mailan eta gero estatu mailan elkarrizketa sakonaren alde egin dugun apustua berresten duela"* gehitu du.

Legegintzaldi berrian "politika eta akordioa nagusitu daitezela" espero du Senatuko Euzko Abertzaleak Taldeak

Senatuko Euzko Abertzaleak Taldeko bozeramailea den Jokin Bildarratzek aurreko legealdian Alderdi Popularrak inposatu zuen arrabola amaitu izana eta *" politika eta akordioa nagusitu daitezela "* espero du, *"epe laburrean berriz ere hauteskundeak egoterik nahi ez badugu, behintzat"*. Bildarratzek aurreratu duenez, parlamentari karguaz jabetzeko sinestamenduak gaur entregatu dituzten senatariek osatuko duten Taldearen helburua *" Gorte Nagusietan Euskadiren interesak defendatzea izango da berriz ere; Euskadiren ahotsa izatea "*.

Joan den abenduaren 20an hautatutako sei ordezkariek gehi Euzko Legebiltzarraren izendapenez senatari den Jokin Bildarratzek osatzen dute Goi Ganberako Euzko Abertzaleak EAJ-PNV. Aipatutako Bildarratzez gain, ordezkari jeltzaleak Jose Maria Cazalis, Nerea Ahedo eta Maria Dolores Etxano izango dira Bizkaia ordezkatuz, eta Maria Eugenia Iparragirre, Imanol Querejeta eta Victoriano Gallastegi, Gipuzkoa ordezkatuz; hau da, aurreko legealdian baino bi ordezkari gehiago.


Senatari Jeltzaleak, Madrilen : Ezkerretik eskuinera : Imanol Querejeta, Victoriano Gallastegi, Nerea Ahedo, Jokin Bildarratz, Maria Eugenia Iparragirre, Jose Maria Cazalis, Maria Dolores Etxano

Goi Ganberan Alderdi Popularrak gehiengo osoa izaten jarraituko duen arren, Diputatuen Kongresuan dagoen indar orekak alderdi politikoen arteko akordioen beharra eskatzen du, eta honek EAJk Gorde Nagusietan duen ordezkaritzari balioa emango dio.

Dena dela, agintaldi honetan lege berri gutxi onartuko direla aurreikusten da, ez aurrekoan bezala, zeinetan Alderdi Popularrak lege sorta handia onartu baitzuen bere gehiengo nagusiaz baliatuta. *" Orain arte gobernuan izan diren alderdiek gobernagarritasuna euren programa inposatzeko gehiengo nahikoa izatea bezala baino ez dute ulertzen, baina herritarrek argi utzi dute aldaketa nahi dutela, alderdi desberdinek akordioetara hel daitezela nahi dutela; aniztasuna eta parte hartzea lantzeko aukera da "*.



Uxue Barkos :
« Itun Ekonomikoa nafarren ongizatea ren bermatzeko tresna »

Uxue Barkos, Nafarroako gobernuburuak, Sabino Arana Fundazioaren mintzaldi batetan parte hartu du.

« Finantzen eta ekonomiaren krisialdia baliatu dute gure autogobernu-ahalmenaren aurkako erasorik zital eta garratzena burutzeko, Konstituzioaren 135. artikuluaren erreforma espresuaren eta aldaketa horretatik eratortzen den aurrekontuen egonkortasun zein finantza orekari buruzko legeriaren bidez. " esan du Uxue Barkosek, Nafarroako Foru Komunitateko lehendakariak, Sabino Arana Fundazioaren gogoeta eta eztabaida mintzagunearen baitan emandako hitzaldian, "Merezi dugun Nafarroa" izenburuarekin.

Hitzaldian, Barkosek laburbildu du Nafarroako gobernuak azken sei hilabeteetan egindakoak, UPN alderdiak agintaritzan hogei urte eman ondoren eta, bestetik, gobernu-taldeak datozen lau urteotan izango dituen erronketako batzuk aletu ditu. Uxue Barkosek adierazi du Itun Ekonomikoa *"ez dela pribilegioa, are gutxiago ez-solidarioa. Itun ekonomikoa etengabe eraiki beharreko elkartasun eta erantzukizunez beteriko lanabesa da, nafar guztien ongizatea eta oparotasuna bermatzeko tresnarik eraginkorrenetako bat. Hau da, Estatuarekiko harreman-estatusaren bizkarrezurra da ".*

Nafarroa, Akitania-Euskadi euroeskualdean

Barkosek gogorarazi du Nafarroan orain dela sei bat hilabete gertatu zen gobernu-aldaketa *" lau indar politikoren arteko elkarrizketa eta elkar ulertzearen emaitza dela : Geroa Bai, EH Bildu, Podemos eta Izquierda-Ezkerra. Alderdi horiek guztiak gauza izan ziren programa politiko bateratua negoziatu eta adosteko eta, horri esker, gizarte-ildoa eta integrazioa lehenesten duten politikak garatzen hasi gara, azken batean, bizi-kalitate handiagoa eskaintzeko nafar guztiei ".* Beste alde batetik, Barkosek azaldu du Nafarroako Parlamentuak zerga-erreforma onartu zuela joan den abenduan parlamentuko kideen arteko akordio horri esker. Barkosen esanetan, zerga-erreformak *" gehikortasuna edo progresibitatea eta ekitatea hobetzea ahalbidetuko digu, eta neurrizko zerga-presioa, gero eta handiagoa, ezarriko die errenta handiagoei. Bidenabar, moduak egokituko dira enpresen fiskalitatea emaitza ekonomikoekin bat etor dadin eta, azkenik, kenkari berriei esker, susperraldi ekonomikoa eta kalitatezko enplegu egonkorra erraztuko dira ".*



Euskadi Autonomi Erkidegoko arduradun batzu, Uxue Barkos entzuten ari

" Behar-beharrezkoa da pertsonak gure politiken erdigunean kokatzea eta Nafarroa, berriz, gure ingurukoekiko harreman estu eta emankorrenen testuinguruan. Dagoeneko, Nafarroa "Akitania/Euskadi" euroeskualdean berriro txertatzeko izapideak bideratzen hasi gara, aipatutako hiru lurralde horien garapena ahalbidetu eta kohesio ekonomiko, sozial eta kulturala indartzen duten proiektuak abian jartzeko asmoz. Horrela, lankidetza-eremu zabala eraikiko genuke, Europa barruan zeregin esanguratsua izango lukeena" azpimarratu du Barkosek. Halaber, nabarmendu du *" elkarrizketaren bideari ekin diogula Euskal Autonomia Erkidegoarekin, bide hori bizia eta arina izateko esperantzarekin ".*

10 plan estrategiko

Barkosen gobernuak Europan garatu nahi duen beste alderdi bat industria-bilbea da, *" zenbait bosturtekotan plangintza zehatzik izan duelako eta krisialdiaren okerrenari hanka egin badio ere, orain indartu behar dugu ".* Horren haritik, lehen seihileko honetan, Barkosek esan du *" ibilbide-orri argia prestatzeko gai izan direla, eta plangintza horrek Foru Komunitatearen garapen ekonomikoa egituratuko duela, besteak beste, industrian, nazioarteko hedapenean, Teknologia berrietan eta ikerkuntzan, 8 hilean onartuko diren 10 plan estrategikoren bitartez ".*

Hezkuntza eta Osasuna arloek erabateko lehentasuna dute Barkosek zuzentzen duen gobernuarentzat, enplegua eta gizarte-kohesioa bazter utzi gabe. *" Horregatik, premiazkoa da behin-behinekotasunari eta oinarrizko errenta eskasen arazoari lehenbailehen oratzea, parte-hartze zabaletik eta ahalik eta adostasun handiena lortzeko ahaleginetik abiatuta".*

Amaitzeko, Uxue Barkosek esan du *"gauzak horrela, haien proposamena argia dela, hitzarmenean, elkarrizketan eta arlo guztietako negoziazio politikoan oinarritzen dela, bai eta bizikidetzaren konpromisoari heltzeko orduan, horixe baita egungo gizarteak duen erronka handienetako bat ".*

LEMA
LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !
Euskal iritzi hilabetekaria /
Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers karrika - 64100 BAIONA/BAYONNE
Tél. 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directrice de la Publication / Agerkariaren zuzendaria :
Txaro Goikolea

Arizmendi Inprimategia - Geltoki plazan, Donibane Garazi
Imprimerie Arizmendi, Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
N° CPPAP 0618 P 11238

EAJ/PNB ren berriak jarrai ezazue /
Suivez l'actualité d'EAJ/PNB sur : **www.eaj-pnb.eus**

ARGIBIDEAK ETA HARPIDETZA RENSEIGNEMENTS ET ABONNEMENT
25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Lan tenoreak / Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

URTEKO HARPIDETZA / ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Présidents des Herri Buru Biltzar :
Ipar Lapurdi / Labourd Nord : **Alain Massonde** 06 10 27 50 58
Baxe-Nafarroa-Xiberoa / Basse-Navarre-Soule : **Jean-Michel Iribarne**. Hendaia / Hendaye : **David Navarro**.
Lapurdi Barnekalde / Labourd intérieur : **Peio Etxeleku**. Donibane Lohitzun / Saint-Jean-de-Luz : **Koldo Etxebarria**.

IMPRIM'VERT®
Arizmendi inprimategia
D. Garazi - RCS B 410 647 986